

TUNISIA



Treaty Series No. 117 (1972)

Air Services Agreement
between the Government of the
United Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland and the Government
of the Tunisian Republic

London, 22 June 1971

[The Agreement entered into force on 21 June 1972]

Presented to Parliament
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs
by Command of Her Majesty
November 1972

LONDON
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

21p net

Cmd. 5133

ACCORD
ENTRE LE GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI DE
GRANDE BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD ET LE
GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TUNISIENNE
RELATIF AUX TRANSPORTS AÉRIENS

Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'une part,

et

Le Gouvernement de la République Tunisienne, d'autre part,

Désireux de favoriser le développement des transports aériens entre le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, et la Tunisie et de poursuivre dans la plus large mesure possible, la co-opération internationale dans ce domaine;

Désireux d'appliquer à ces transports les principes et les dispositions de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago le 7 Décembre 1944;

Sont convenus de ce qui suit:

TITRE I

GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 1^{er}

Les Parties Contractantes s'accordent l'une et l'autre les droits spécifiés au présent Accord en vue de l'établissement des relations aériennes internationales énumérées à l'Annexe au présent Accord.

ARTICLE 2

Pour l'application du présent Accord et de son Annexe:

- (a) l'expression "La Convention" désigne la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale signée à Chicago le 7 Décembre 1944 et tous annexe et amendement adoptés conformément aux dispositions de ladite Convention;
- (b) le mot "Territoire" s'entend tel qu'il est défini à l'article 2 de la Convention;
- (c) l'expression "Autorités Aéronautiques" signifie, en ce qui concerne le Royaume-Uni le Ministère du Commerce et de l'Industrie et en ce qui concerne la Tunisie le Ministère de l'Economie Nationale ou dans les deux cas, toute personne ou tout organisme qui serait habilité à assumer les fonctions actuellement exercées par les organismes précités;
- (d) l'expression "Services agréés" désigne les services aériens spécifiés au tableau de routes figurant à l'Annexe du présent Accord;

- (e) l'expression "Entreprise désignée" s'entend de toute entreprise de transport aérien que l'une des Parties Contractantes aura choisie pour exploiter les services agréés énumérés à l'Annexe au présent Accord et dont la désignation aura été notifiée aux Autorités Aéronautiques de l'autre Partie Contractante, conformément aux dispositions de l'article 10 du présent Accord.
- (f) l'expression "Tarifs" signifie le prix qui doit être payé pour le transport des passagers et des marchandises et les conditions d'application de ces prix y compris les prix et les conditions pour l'agence et d'autres services auxiliaires mais excluant la rémunération et les conditions pour le transport du courrier.

ARTICLE 3

(1) Les aéronefs utilisés en trafic international par le (ou les) entreprise(s) de transports aériens désignée(s) d'une Partie Contractante ainsi que leurs équipements normaux, leurs réserves de carburants et lubrifiants, leurs provisions de bord (y compris les denrées alimentaires, les boissons et tabacs) seront, à l'entrée sur le territoire de l'autre Partie Contractante, exonérés de tous droits de douane, frais d'inspection et d'autres droits ou taxes similaires, à condition que ces équipements et approvisionnements demeurent à bord des aéronefs jusqu'à leur réexportation.

(2) Seront également exonérés de ces mêmes droits ou taxes à l'exception des redevances ou taxes représentatives de service rendu :

- (a) les provisions de bord de toute origine prises sur le territoire d'une Partie Contractante dans les limites fixées par les Autorités de ladite Partie Contractante et embarquées sur les aéronefs assurant un service international de l'autre Partie Contractante.
- (b) Les pièces de rechanges importées sur le territoire de l'une des Parties Contractantes pour l'entretien ou la réparation des aéronefs employés à la navigation internationale de la (ou des) entreprise(s) de transports aériens désignée(s) de l'autre Partie Contractante.
- (c) Les carburants et lubrifiants destinés à l'avitaillement des aéronefs exploités en trafic international par la (ou les) entreprise(s) de transports aériens désignée(s) de l'autre Partie Contractante même lorsque ces approvisionnement doivent être utilisés sur la partie du trajet effectuée au-dessus du territoire de la Partie Contractante sur lequel ils ont été embarqués.

(3) Les équipements normaux de bord, ainsi que les matériels et approvisionnements se trouvant à bord des aéronefs d'une Partie Contractante ne pourront être déchargés sur le territoire de l'autre Partie Contractante qu'avec le consentement des autorités douanières de ce territoire. En ce cas, ils pourront être placés sous la surveillance desdites autorités jusqu'à ce qu'ils soient réexportés ou qu'ils aient fait l'objet d'une déclaration de douane.

ARTICLE 4

Les certificats de navigabilité, les brevets d'aptitude et les licence délivrés ou validés par l'une des Parties Contractantes, et non périmés, seront reconnus valables par l'autre Partie Contractante, aux fins d'exploitation

des routes aériennes spécifiées à l'Annexe au présent Accord. Chaque Partie Contractante se réserve cependant le droit de ne pas reconnaître valables pour la circulation au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et licence délivrés à ses ressortissants par l'autre Partie Contractante.

ARTICLE 5

(1) Les lois et règlements de chaque Partie Contractante relatifs à l'entrée et à la sortie de son territoire des aéronefs employés à la navigation internationale, ou relatifs à l'exploitation et à la navigation desdits aéronefs durant leur présence dans les limites de son territoire, s'appliqueront aux aéronefs de la (ou des) entreprise(s) de l'autre Partie Contractante.

(2) Les passagers, les équipages et les expéditeurs de marchandises seront tenus de se conformer soit personnellement, soit par l'intermédiaire d'un tiers agissant en leur nom et pour leur compte aux lois et règlements régissant, sur le territoire de chaque Partie Contractante, l'entrée, le séjour et la sortie des passagers, équipages ou marchandise, tels que ceux qui s'appliquent à l'entrée, aux formalités de congé, à l'immigration, aux douanes et aux mesures découlant des règlements sanitaires.

ARTICLE 6

(1) Chaque Partie Contractante pourra à tout moment demander une consultation entre les Autorités compétentes des deux Parties Contractantes pour l'interprétation, l'application ou les modifications du présent Accord.

(2) Cette consultation qui peut être sous forme de discussions ou par correspondances commencera au plus tard dans les soixante (60) jours à compter du jour de réception de la demande.

(3) Les modifications qu'il aurait été décelé d'apporter à cet Accord entreront en vigueur après leur confirmation par un échange de notes par voie diplomatique.

ARTICLE 7

Chaque Partie Contractante, pourra à tout moment, notifier à l'autre Partie Contractante son désir de dénoncer le présent Accord. Une telle notification sera communiquée simultanément à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale. La dénonciation prendra effet un an après la date de réception de la notification par l'autre Partie Contractante, à moins que cette notification ne soit retirée d'un commun accord avant la fin de cette période. Au cas, où la Partie Contractante qui recevrait une telle notification n'en accuserait pas réception, ladite notification tenue pour reçue quinze jours (15) après sa réception au siège de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale.

ARTICLE 8

(1) Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord et de son Annexe sera réglé soit par entente directe entre les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes, soit par la voie diplomatique; durant ces consultations, le statu-quo sera maintenu.

(2) Toutefois, les Parties Contractantes pourront d'un commun accord porter le différend devant un Tribunal Arbitral.

(3) Ce tribunal sera composé de trois membres; chacun des deux Gouvernements désignera un arbitre, ces deux arbitres se mettront d'accord sur la désignation d'un ressortissant d'un Etat tiers comme Président.

(4) Si dans un délai de deux mois à dater du jour ou l'un des deux Gouvernements a proposé le règlement arbitral du litige, les deux arbitres n'ont pas été désignés, ou si dans le cours du mois suivant les arbitres ne se sont pas mis d'accord sur la désignation d'un Président, chaque Partie Contractante pourra demander au Président de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale de procéder aux désignations nécessaires.

(5) Le Tribunal Arbitral, décide s'il ne parvient pas à régler le différend à l'amiable, à la majorité des voix. Pour autant que les Parties Contractantes ne conviennent rien de contraire, il établit lui-même ses principes de procédure et détermine son siège.

(6) Les Parties Contractantes s'engagent à se conformer aux mesures provisoires qui pourront être édictées au cours de l'instance ainsi qu'à la décision arbitrale, cette dernière étant dans tous les cas considérée comme définitive.

(7) Si l'une des Parties Contractantes ne se conforme pas aux décisions des arbitres, l'autre Partie Contractante pourra aussi longtemps que durera ce manquement, limiter, suspendre, ou évoquer les droits et privilèges qu'elle avait accordés en vertu du présent Accord à la Partie Contractante en défaut. Chaque Partie Contractante supportera la rémunération de l'activité de son arbitre et la moitié de la rémunération du Président désigné.

TITRE III

SERVICES AGRÉÉS

ARTICLE 9

(1) Chaque Partie Contractante accorde à l'autre Partie Contractante, au profit de la (ou des) entreprise(s) désignée(s) les droits spécifiés au paragraphe 2 et 3 du présent article.

(2) La (ou les) entreprise(s) désignée(s) par chacune des Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie Contractante, des droits de survol, de transit et d'escale technique.

(3) Elles jouiront en outre, pour l'exploitation des services agréés, des droits d'embarquer et de débarquer en trafic international, des passagers, du courrier et des marchandises.

ARTICLE 10

(1) Chaque Partie Contractante aura le droit de désigner une (ou plusieurs) entreprise(s) de transports aériens pour l'exploitation des services convenus sur les routes indiquées. Cette désignation devra être notifiée par

écrit aux Autorités Aéronautiques d'une Partie Contractante par les Autorités Aéronautiques de l'autre Partie Contractante.

(2) La Partie Contractante qui aura reçu la notification de désignation devra, sous réserve des dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article, accorder sans délai, à la (ou les) entreprise(s) désignée(s) par l'autre Partie Contractante, l'autorisation d'exploitation appropriée.

(3) Les Autorités Aéronautiques de l'une des Parties Contractantes pourront exiger que la (ou les) entreprise(s) désignée(s) par l'autre Partie Contractante fasse la preuve qu'elle est à même de satisfaire aux conditions prescrites par les lois et règlements normalement appliqués par lesdites autorités à l'exploitation des services aériens internationaux, conformément aux dispositions de la Convention relative à l'Aviation Civile Internationale, faite à Chicago le 7 Décembre 1944.

(4) Chaque Partie Contractante aura le droit de ne pas accorder l'autorisation d'exploitation prévue au paragraphe 2 du présent article ou d'imposer telles conditions qui pourraient lui sembler nécessaires pour l'exercice par la (ou les) entreprise(s) désignée(s) des droits spécifiés à l'article 9 du présent Accord, lorsque ladite Partie Contractante n'est pas convaincue qu'une part substantielle de la propriété et le contrôle effectif de cette entreprise appartiennent à la Partie Contractante qui a désigné la (ou les) entreprise(s) ou à des personnes (physiques ou morales) ressortissantes de celle-ci.

(5) Dès réception de l'autorisation d'exploitation prévue au paragraphe 2 du présent article, la (ou les) entreprise(s) désignée(s) pourra commencer à tout moment l'exploitation de tout service convenu sous réserve qu'un tarif établi conformément aux dispositions de l'article 16 du présent Accord soit en vigueur en ce qui concerne ce service.

ARTICLE 11

(1) Chaque Partie Contractante aura le droit de révoquer une autorisation d'exploitation ou de suspendre l'exercice par la (ou les) entreprise(s) désignée(s) de l'autre Partie Contractante, des droits spécifiés à l'article 9 du présent Accord ou de soumettre l'exercice de ces droits aux conditions qu'elle jugera nécessaires lorsque :

- (a) elle ne sera pas convaincue qu'une part substantielle de la propriété et le contrôle effectif de cette (ou ces) entreprise(s) appartiennent à la Partie Contractante qui a désigné la (ou les) entreprise(s), ou à des personnes (physiques ou morales) ressortissantes de celle-ci, ou que
- (b) cette (ou ces) entreprise(s) ne sera (ont) pas conformée(s) aux lois et règlements de la Partie Contractante qui a accordé ces droits, ou que
- (c) cette (ou ces) entreprise(s), n'exploitera(ont) pas les services convenus dans les conditions prescrites par le présent Accord et son Annexe.

(2) A moins que la révocation, la suspension ou l'imposition des conditions prévues au paragraphe 1 du présent article ne soient immédiatement nécessaires pour éviter de nouvelles infractions aux lois et règlements, un tel droit ne pourra être exercé qu'après consultations avec l'autre Partie Contractante.

ARTICLE 12

(1) Les entreprises désignées jouiront de droits égaux pour l'exploitation des services agréés entre les territoires des Parties Contractantes.

(2) Les entreprises prendront en considération sur les parcours communs leurs intérêts mutuels, afin de ne pas affecter indûment leur services respectifs.

ARTICLE 13

(1) Sur chacune des routes figurant à l'Annexe au présent Accord, les services agréés auront pour objet primordial la mise en œuvre à un coefficient raisonnable, d'une capacité adaptée aux besoins normaux et raisonnablement prévisibles du trafic aérien international en provenance ou à destination du territoire de la Partie Contractante qui aura désigné la (ou les) entreprise (s) exploitant lesdits services.

(2) La (ou les) entreprise(s) désignée(s) par l'une des Parties Contractantes pourra (pourront) satisfaire, dans la limite de la capacité globale prévue au premier alinéa du présent article, aux besoins du trafic entre les territoires des Etats tiers situés sur les routes convenues et les territoires de l'autre Partie Contractante, compte-tenu des services locaux et régionaux.

(3) Chaque fois que le justifiera une augmentation temporaire du trafic sur ces mêmes routes, une capacité additionnelle pourra être mise en œuvre en sus de celle visée au premier alinéa du présent article, par les entreprises de transports aériens désignées, sous réserves de l'accord des Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes.

ARTICLE 14

(1) Les entreprises désignées indiqueront aux Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes, trente (30) jours au plus tard avant l'ouverture des services aériens sur les lignes prévues à l'Annexe du présent Accord, le type de service, les types d'avions envisagés, ainsi que les horaires. La même règle sera valable, par analogie, pour les changements ultérieurs.

(2) L'autorité aéronautique de l'une des Parties Contractantes fournira sur demande à l'Autorité Aéronautique de l'autre Partie Contractante toutes données statistiques régulières ou autres de la (ou les) entreprise(s) désignée(s) pouvant être équitablement sollicitée(s) pour contrôler la capacité de transport offerte par une entreprise désignée par la Première Partie Contractante toutes les indications nécessaires pour déterminer le volume ainsi que l'origine de la destination du trafic.

ARTICLE 15

Les deux Parties Contractantes conviennent de se consulter chaque fois que besoin sera afin de coordonner leurs services aériens respectifs.

ARTICLE 16

Les tarifs à appliquer par la (ou les) entreprise(s) désignée(s) de l'une des Parties Contractantes pour le transport à destination ou en provenance du territoire de l'autre Partie Contractante seront fixés à des taux raisonnables, compte tenu de tous les éléments d'appréciation et notamment du coût d'exploitation, d'un bénéfice raisonnable ainsi que des tarifs des autres entreprises de transports aériens. Les tarifs seront fixés conformément aux dispositions suivantes :

- (a) Les tarifs seront, si possible, fixés d'un commun accord entre la (ou les) entreprise(s) désignée(s) après consultation, s'il ya a lieu, d'autres entreprises de transports aériens desservant tout ou partie de la même route. Cet accord sera réalisé, autant que possible suivant les procédures de l'Association Internationale des Transports aériens. Les tarifs ainsi convenus seront soumis à l'approbation des Autorités Aéronautiques des Parties Contractantes, un mois au moins avant la date prévue pour leur application, si les Autorités Aéronautiques de l'une des Parties Contractantes n'approuvent pas ces tarifs notification en sera faite par écrit aux Autorités Aéronautiques de l'autre Partie Contractante dans les quinze jours (15) suivant la date de la communication de ces tarifs dans un autre délai à convenir.
- (b) A défaut d'accord entre la (ou les) entreprise(s) désignée(s) ou si les tarifs ne sont pas approuvés, les Autorités Aéronautiques des deux Parties Contractantes s'efforceront de trouver un arrangement sur les tarifs à établir.
- (c) A défaut de règlement, le différend sera soumis à la procédure prévue à l'article 8 ci-dessus.
- (d) Les tarifs déjà établis resteront en vigueur jusqu'à ce que les nouveaux tarifs soient fixés conformément aux dispositions des alinéas *a*, *b* et *c* ci-dessus, et ce, dans un délai qui ne saurait excéder douze mois à compter de la date de la notification des nouveaux tarif prévues à l'alinéa *a* ci-dessus.

ARTICLE 17

Chacune des Parties Contractantes accorde à la (ou les) entreprise(s) de l'autre Partie Contractante le droit de transférer à son (leurs) siège(s), le solde des recettes résultant de l'exploitation des services agréés, conformément à tout régime de paiement régissant les relations financières entre les deux Parties Contractantes.

TITRE III

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 18

Les dispositions du présent Accord seront appliquées à titre provisoire dès la date de sa signature. Elles entreront en vigueur aussitôt que les deux Parties Contractantes se seront notifié l'accomplissement des formalités constitutionnelles qui leur sont propres.

ARTICLE 19

Le présent Accord et son Annexe seront communiqués à l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale pour y être enregistrés.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs ont signé le présent Accord.

Fait en deux exemplaires à Londres le 22 juin Mille Neuf Cent Soixante et Onze en langue anglaise, arabe et française chacune faisant également foi.

En cas de divergence dans l'interprétation, le texte français prévaudra.

Pour le Gouvernement du Royaume- Pour le Gouvernement de la Répub-
Uni de Grande-Bretagne et lique Tunisienne :
d'Irlande du Nord :

ALEC DOUGLAS-HOME

MASMOUDI

ANNEXE

TABLEAU DES ROUTES

Routes britanniques

1°)—Londres/Tunis et vice-versa

2°)—Londres/Tunis/Kano/Lagos et vice-versa sans droits de trafic entre Londres et Tunis dans les deux sens et entre Tunis et Kano dans les deux sens.

3°)—Londres/Tunis/Entebbe/Lusaka et vice-versa sans droits de trafic entre Londres et Tunis dans les deux sens et entre Tunis et Entebbe dans les deux sens.

La route numéro 1 peut être combinée avec l'une des deux autres routes ou avec les deux à la fois.

Routes tunisiennes

1°)—Tunis/Londres et vice-versa

2°)—Tunis/Londres/Copenhague/Helsinki et vice-versa sans droits de trafic entre Tunis et Londres dans les deux sens et entre Londres et Copenhague dans les deux sens.

3°)—Tunis/Londres/Dublin/Oslo et vice-versa sans droits de trafic entre Tunis et Londres dans les deux sens et entre Londres et Dublin dans les deux sens.

La route numéro 1 peut être combinée avec l'une des deux autres routes ou avec les deux à la fois.

**AIR SERVICES AGREEMENT
BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE UNITED KINGDOM
OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND AND THE
GOVERNMENT OF THE TUNISIAN REPUBLIC**

The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland of the one part and the Government of the Tunisian Republic of the other part;

Desiring to encourage the development of air transport between the United Kingdom and Tunisia and to promote international co-operation to the greatest possible extent in that field;

Desiring to apply to such transport the principles and provisions of the Convention on International Civil Aviation signed at Chicago on 7 December 1944⁽¹⁾;

Have agreed as follows:

PART I

GENERAL

ARTICLE 1

Each Contracting Party shall grant to the other Contracting Party the rights specified in the present Agreement for the purpose of establishing the international civil air services listed in the Annex to the present Agreement.

ARTICLE 2

For the purpose of the present Agreement and of its Annex:

- (a) the term "the Convention" means the Convention on International Civil Aviation signed at Chicago on 7 December 1944 and any annex or amendment thereto adopted in accordance with the provisions of that Convention;
- (b) the term "territory" has the meaning assigned to it by Article 2 of the Convention;
- (c) the term "aeronautical authorities" means in the case of Tunisia, the Ministry of National Economy, and in the case of the United Kingdom, the Department of Trade and Industry, or in either case, any person or body authorised to perform the functions at present exercised by the aforesaid bodies;
- (d) the term "agreed services" means the air services specified in the route schedule in the Annex to the present Agreement;

⁽¹⁾ Treaty Series No. 8 (1953), Cmd. 8742.

- (e) the term "designated airline" means any airline which either Contracting Party may have chosen to operate the agreed services listed in the Annex to the present Agreement and the designation of which has been notified to the aeronautical authorities of the other Contracting Party in accordance with the provisions of Article 10 of the present Agreement;
- (f) the term "tariff" means the prices to be paid for the carriage of passengers and cargo and the conditions under which those prices apply, including prices and conditions for agency and other auxiliary services, but excluding remuneration and conditions for the carriage of mail.

ARTICLE 3

(1) Aircraft operated on international services by the designated airline or airlines of either Contracting Party, as well as their regular equipment, supplies of fuel and lubricants, and aircraft stores (including food, beverages and tobacco) on board such aircraft, shall be exempt from all customs duties, inspection fees and other similar duties and charges on arriving in the territory of the other Contracting Party, provided that such equipment and supplies remain on board the aircraft up to such time as they are re-exported.

(2) There shall also be exempt from the same duties and charges, with the exception of charges corresponding to the service performed:

- (a) Aircraft stores, whatever their origin, taken on board in the territory of one Contracting Party, within limits fixed by the authorities of the said Contracting Party, for use on board aircraft engaged in an international service of the other Contracting Party.
- (b) Spare parts introduced into the territory of either Contracting Party for the maintenance or repair of aircraft used on international services by the designated airlines of the other Contracting Party.
- (c) Fuels and lubricants destined to supply aircraft operated on international services by the designated airline or airlines of the other Contracting Party, even when those supplies have been taken on board in the territory of the other Contracting Party and are to be used on the part of the journey performed over that territory.

(3) The regular airborne equipment, as well as the materials and supplies retained on board the aircraft of either Contracting Party, may be unloaded in the territory of the other Contracting Party only with the approval of the customs authorities of that territory. In such case they may be placed under the supervision of the said authorities up to such time as they are re-exported or a customs declaration is made in respect of them.

ARTICLE 4

Certificates of airworthiness, certificates of competency and licences, issued or rendered valid by one Contracting Party and still in force, shall be recognised as valid by the other Contracting Party for the purpose of operating the air routes specified in the Annex to the present Agreement.

Each Contracting Party reserves the right, however, to refuse to recognise, for the purpose of flight above its own territory, certificates of competency and licences granted to its own nationals by the other Contracting Party.

ARTICLE 5

(1) The laws and regulations of each Contracting Party relating to the admission to or departure from its territory of aircraft engaged in international air navigation, or to the operation and navigation of such aircraft while within its territory, shall be applied to the aircraft of the airline or airlines of the other Contracting Party.

(2) Passengers, crews and consignors of freight shall be required to comply, either in person or through the intermediary of a third person acting in their name and on their behalf, with the laws and regulations governing the admission to, stay in and departure from the territory of either Contracting Party of passengers, crews or cargo, such as those applying to admission, clearance formalities, immigration, customs and measures governed by health regulations.

ARTICLE 6

(1) Either Contracting Party may at any time request consultation between the competent authorities of the two Contracting Parties on any matter concerning the interpretation, application or modification of the present Agreement.

(2) Such consultation which may be by discussion or correspondence shall begin at the latest within sixty (60) days of the date of receipt of the request.

(3) Any modifications which it may be decided to make to the present Agreement shall come into force after confirmation by an Exchange of Notes through the diplomatic channel.

ARTICLE 7

Either Contracting Party may at any time give notice to the other Contracting Party of its desire to terminate the present Agreement. Such notice shall be simultaneously communicated to the International Civil Aviation Organisation. Termination shall take effect one year after the date of receipt of the notice by the other Contracting Party, unless the notice is withdrawn by mutual agreement before the expiry of that period. Where the Contracting Party which receives such notice does not acknowledge receipt, that notice shall be deemed to have been received fifteen (15) days after its receipt by the International Civil Aviation Organisation.

ARTICLE 8

(1) Any dispute relating to the interpretation or application of the present Agreement or of its Annex shall be settled either by direct agreement between the aeronautical authorities of the two Contracting Parties or through the diplomatic channel. The status quo shall be maintained during consultations.

(2) Provided that the Contracting Parties may agree to refer the dispute to an arbitral tribunal.

(3) The tribunal shall be composed of three members. Each of the two Governments shall nominate an arbitrator and the two arbitrators shall agree on the appointment of a national of a third State as President.

(4) If the two arbitrators have not been nominated within two months of the date on which one of the two Governments proposed the settlement of the dispute by arbitration, or if the arbitrators have not agreed on the appointment of a President during the month following their own nomination, either Contracting Party may request the President of the International Civil Aviation Organisation to make the necessary appointments.

(5) The arbitral tribunal, if it fails to arrive at an amicable settlement, shall take its decision by a majority vote. In so far as the Contracting Parties do not agree to the contrary, the tribunal shall lay down its own rules of procedure and determine its venue.

(6) The Contracting Parties undertake to comply with any provisional measures which may be ordered during the proceedings and also with the arbitral decision, the latter being regarded in all cases as final.

(7) If and for as long as either Contracting Party fails to comply with the decisions of the arbitrators, the other Contracting Party may limit, suspend or revoke the rights or privileges which it has granted under the present Agreement to the Contracting Party in default. Each Contracting Party shall bear the cost of the remuneration of the work of the arbitrator nominated by it and one half of the remuneration of the President appointed.

PART II

AGREED SERVICES

ARTICLE 9

(1) Each Contracting Party shall grant to the other Contracting Party for the benefit of the designated airline or airlines the rights specified in paragraphs (2) and (3) of the present Article.

(2) The airline or airlines designated by each of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Contracting Party rights of overflight, transit and technical stop.

(3) They shall further enjoy, for the operation of the agreed services, the right to take on and discharge international traffic in passengers, cargo and mail.

ARTICLE 10

(1) Each Contracting Party shall have the right to designate one or more airlines for the purpose of operating the agreed services on the specified routes. This designation shall be notified in writing to the aeronautical authorities of one Contracting Party by the aeronautical authorities of the other Contracting Party.

(2) The Contracting Party receiving notification of such designation shall, subject to the provisions of paragraphs (3) and (4) of this Article, without delay grant the appropriate operating authorisations to the airline or airlines designated by the other Contracting Party.

(3) The aeronautical authorities of one Contracting Party may require the airline or airlines designated by the other Contracting Party to satisfy them that it is qualified to fulfil the conditions prescribed under the laws and regulations normally applied to the operation of international air services by such authorities in accordance with the provisions of the Convention on International Civil Aviation signed at Chicago on 7 December 1944.

(4) Each Contracting Party shall have the right to refuse to grant the operating authorisations referred to in paragraph (2) of this Article, or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise by the designated airline or airlines of the rights specified in Article 9 of the present Agreement, where the said Contracting Party is not satisfied that substantial ownership and effective control of that airline are vested in the Contracting Party designating the airline or in its nationals.

(5) On receipt of the operating authorisation provided for in paragraph (2) of this Article, the designated airline or airlines may begin at any time to operate any agreed service, provided that a tariff established in accordance with the provisions of Article 16 of the present Agreement is in force in respect of that service.

ARTICLE 11

(1) Each Contracting Party shall have the right to revoke an operating authorisation or to suspend the exercise of the rights specified in Article 9 of the present Agreement by an airline or airlines designated by the other Contracting Party, or to impose such conditions as it may deem necessary on the exercise of these rights where:

- (a) it is not satisfied that substantial ownership and effective control of that airline are vested in the Contracting Party designating the airline or in its nationals; or
- (b) that airline fails to comply with the laws and regulations of the Contracting Party granting such rights; or
- (c) the airline fails to operate the agreed services in accordance with the conditions prescribed under the present Agreement and its Annex.

(2) Unless immediate revocation, suspension or imposition of the conditions mentioned in paragraph (1) of this Article is at once essential to prevent further infringements of laws or regulations, such right may be exercised only after consultation with the other Contracting Party.

ARTICLE 12

(1) The designated airlines shall enjoy equal rights in the operation of the agreed services between the territories of the Contracting Parties.

(2) The designated airlines shall take into consideration their mutual interests on common sectors, so as not to affect unduly their respective services.

ARTICLE 13

(1) On each of the routes included in the Annex to the present Agreement, the agreed services shall have as their primary objective the provision, at a reasonable load factor, of capacity adequate to carry the current and reasonably anticipated requirements for the carriage of international air traffic originating in or destined for the territory of the Contracting Party which has designated the airline or airlines operating the said services.

(2) The airline or airlines designated by one of the Contracting Parties may, subject to the limitations on global capacity stipulated in the first paragraph of this Article, provide for the needs of traffic between the territories of third countries situated on the agreed routes and the territory of the other Contracting Party, after account has been taken of local and regional services.

(3) Wherever it is justified by a temporary increase in traffic on these same routes, additional capacity may be provided by the designated airlines over and above that referred to in the first paragraph of this Article, subject to the approval of the aeronautical authorities of the Contracting Parties.

ARTICLE 14

(1) The designated airlines shall, not later than thirty (30) days before the commencement of air services on routes provided for in the Annex to the present Agreement, inform the Contracting Parties of the type of service, type of aircraft, and the schedules to be operated. The same rule shall apply in respect of subsequent changes.

(2) The aeronautical authorities of a Contracting Party shall on request furnish the aeronautical authorities of the other Contracting Party with such periodic or other statistical data about the designated airline or airlines as may be reasonably required for the purpose of reviewing the capacity provided by an airline designated by the first-mentioned Contracting Party on routes laid down in the Annex to the present Agreement. Such data shall include all the information required to determine the volume of traffic carried and also the place of origin and destination of such traffic.

ARTICLE 15

The two Contracting Parties agree to consult together whenever necessary in order to co-ordinate their respective air services.

ARTICLE 16

The tariffs to be applied by the designated airline or airlines of one of the Contracting Parties for transport destined for or coming from the territory of the other Contracting Party shall be fixed at reasonable levels due regard being paid to all relevant factors including cost of operation, reasonable profit and the tariffs of other airlines. These tariffs shall be fixed in accordance with the following provisions:

- (a) The tariffs shall, if possible, be fixed by mutual agreement between the designated airlines after consultation where necessary with other airlines operating over the whole or part of the same route. Such agreement shall, wherever possible, be reached by using the procedures of the International Air Transport Association. The tariffs so agreed shall be submitted for the approval of the aeronautical authorities of the Contracting Parties, not less than one month prior to the date appointed for their introduction. If the aeronautical authorities of one of the Contracting Parties do not approve these tariffs, notice thereof shall be given in writing to the aeronautical authorities of the other Contracting Party within fifteen (15) days of the date of communication of these tariffs or within any other time limit to be agreed upon.
- (b) Failing agreement between the designated airlines or if the tariffs are not approved, the aeronautical authorities of the two Contracting Parties shall endeavour to reach a settlement on the tariffs to be established.
- (c) In the absence of any settlement, the dispute shall be submitted to the procedure provided for in Article 8 above.
- (d) The tariffs already established shall remain in force until new tariffs have been fixed in accordance with the provisions of sub-paragraphs (a), (b) and (c) above, but for a period not exceeding twelve months from the date of notification of the new tariffs provided for in sub-paragraph (a) above.

ARTICLE 17

Each Contracting Party shall grant to the airline or airlines of the other Contracting Party the right to transfer to its or their head office or offices, the excess of receipts over expenditure resulting from the operation of the agreed services, in accordance with any payments procedure in respect of financial transactions between the two Contracting Parties.

PART III

FINAL PROVISIONS

ARTICLE 18

The provisions of the present Agreement shall be applied administratively from the date of signature and shall enter into force as soon as the Contracting Parties have notified each other of the completion of their respective constitutional formalities.⁽²⁾

ARTICLE 19

The present Agreement and the Annex thereto shall be communicated to the International Civil Aviation Organisation for the purpose of registration.

⁽²⁾ The Agreement entered into force on 21 June 1972.

In witness whereof the undersigned, being duly authorised thereto by their respective Governments, have signed the present Agreement.

Done in duplicate at London this 22nd day of June 1971 in the Arabic, English and French languages, all three texts being equally authoritative.

In the event of any difference of interpretation the French text shall prevail.

For the Government of the United
Kingdom of Great Britain and
Northern Ireland:

For the Government of the Tunisian
Republic:

ALEC DOUGLAS-HOME

MASMOUDI

ANNEX

ROUTE SCHEDULE

British Routes :

- (1) London-Tunis and v.v
- (2) London-Tunis-Kano-Lagos and v.v. without traffic rights between London and Tunis in either direction or between Tunis and Kano in either direction.
- (3) London-Tunis-Entebbe-Lusaka and v.v. without traffic rights between London and Tunis in either direction or between Tunis and Entebbe in either direction.

Route (1) may be combined with one of the other two routes or with both at the same time.

Tunisian Routes :

- (1) Tunis-London and v.v.
- (2) Tunis-London-Copenhagen-Helsinki and v.v. without traffic rights between Tunis and London in either direction or between London and Copenhagen in either direction.
- (3) Tunis-London-Dublin-Oslo and v.v. without traffic rights between Tunis and London in either direction or between London and Dublin in either direction.

Route (1) may be combined with one of the other two routes or with both at the same time.

الملاحق

=====

جدول الطرقات

=====

الطرقات البريطانية

=====

- أولا (: - لندره - تونس والعكس بالعكس ،
ثانيا (: - لندره - تونس - كانو - لا قوس والعكس بالعكس بدون حقوق النقل
بين لندره وتونس في الاتجاهين وبين تونس وكانو في الاتجاهين ،
ثالثا (: - لندره - تونس - أنتيب - لوساكا - والعكس بالعكس بدون
حقوق النقل بين لندره وتونس في الاتجاهين وبين تونس و أنتيب
في الاتجاهين ،
يمكن أن يكون الطريق عدد 1 مختلطا مع أحد الطريقتين الاخرين
او معهما معا ،

الخطوط التونسية

=====

- أولا (: - تونس - لندره - والعكس بالعكس ،
ثانيا (: - تونس - لندره - كوينهاك - هيلسانسكي - وعكسا بدون حقوق النقل
وبين تونس ولندره في الاتجاهين وبين لندره و كوينهاك في الاتجاهين ،
ثالثا (: - تونس - لندره - د ميلان - اوسلو - والعكس بالعكس بدون حقوق
النقل بين تونس ولندره في الاتجاهين وبين لندره و د ميلان في الاتجاهين ،
يمكن ان يكون الطريق عدد 1 مختلطا مع احد الطريقتين الاخرين او معهما
معا ،

ب- وعند عدم الاتفاق بين المؤسسة او المؤسسات المعنية او اذا لم تتفق المصادقة على التعريفات فسلطات الطيران التي للطرفين المتعاقدين تبذل الجهد في ايجاد تسوية في شأن ضبط هاته التعريفات ،

ت- وعند عدم تسوية ذلك تطبيق على الخلف الاجراءات المقررة بالفصل 8 اعلاه .
ث- يبقى العمل جاريا بالتعريفات التي سبق ضبطها الى ان يقع تحديد التعريفات الجديدة وقتنا لاحكام الفقرات (أ) - (ب) - (ت) اعلاه وذلك في ظرف اجل لا يمكن ان يتجاوز الاثني عشر شهرا ابتداء من تاريخ الاعلام بالتعريفات الجديدة المقررة في الفقرة (أ) اعلاه .

الفصل 17 :

يمنح كل من الطرفين المتعاقدين للمؤسسة او المؤسسات لدى الطرف الآخر التعاقد الحق في أن تحول الى مركزهما الفائز من الداخيل الحاصلة في استغلال الخطوط المصادق عليها وفقا لكل نظام للدفع تخضع له العلاقات الطالية بين الطرفين المتعاقدين ،

العنوان 3

=====

أحكام نهائية

=====

الفصل 18 : تطبق احكام هذا الاتفاق وقتنا على اثر تاريخ توقيعه وتصبح سارية المفعول بمجرد ما يقع اعلام كل من الطرفين المتعاقدين الاخر باتمام الاجراءات الدستورية الخاصة بهما ،

الفصل 19 : يباغ هذا الاتفاق و ملحقه لعظمة الطيران المدني الدولية لكي يقع تسجيلهما ، اثباتا لذلك فقد وقع على هذا الاتفاق المعضيان اسفله المرخص لهما لهذا الغرض من كل من حكومتيهما ،

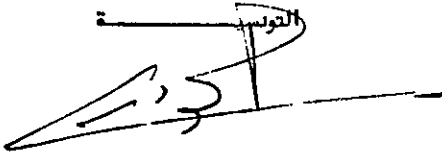
وكتب في نظيرين بلنדרه في 22 يونيو سنة الف وتسعمائة وواحد وسبعين باللغة الانكليزية والعربية والفرنسية على ان كلا منهما معتمد ،
يرجع النص الفرنسي على سواء في حالة خلاف يقع في التاويل ،

بالنيابة عن حكومة الجمهورية

بالنيابة عن حكومة المملكة المتحدة

لبريطانيا العظمى و ايرلندا الشمالية

التوقيع



ALEC DOUGLAS-HOME.

(1) : تبين المؤسسات المعنية لسلط الطيران للطرفين المتعاقدين قبل افتتاح الخطوط الجوية المنصوص عليها في الملحق من هذا الاتفاق بثلاثين (30) يوما على أكثر تاخير نوع المواصلة واصنلف الآثار المزمع اتخاذاها وكذلك اوقات الاسفار وتكون نفس القاعدة معمولا بها بالتشبيه بالنسبة للتغييرات التي تقع فيما بعد ،

(2) : تمد سلطة الطيران التي لاحد الطرفين المتعاقدين بطلب من سلطة الطيران للطرف الآخر المتعاقدين بكل المعطيات الاحصائية المنتظمة او غيرها التي للمؤسسة او المؤسسات المعنية التي يمكن ان تطلب بوجه عادل لمراقبة كنية النقل المعروضة من مؤسسة معينة من الطرف الاول المتعاقدين على الخطوط المقررة في الملحق من هذا الاتفاق وتشتمل هذه المعطيات على جميع البيانات الضرورية لضبط حجم المواصلات وكذلك مكان الخروج والوصول ،

الفصل 15:

اتفق الطرفان المتعاقدان على التشاور فيما بينهما كلما دعت الحاجة لذلك لكي ينسقا المواصلات الجوية لكل طرف منهما ،

الفصل 16:

ان التعريفات التي يجب على المؤسسة او المؤسسات المعنية من احد الطرفين المتعاقدين تطبيقهما للنقل سواء الى بلاد الطرف الآخر المتعاقدين او الوارد منها تضبط بمقادير معقولة مراعى فيها جميع عناصر التقدير وخاصة ضمن الاستغلال والربح المعقول وكذلك تعريفات مؤسسات النقل الاخرى الجوية ويقع ضبط التعريفات وفقا للاحكام التالية :

أ - تحدد التعريفات ان امكن باتفاق بين المؤسسة او المؤسسات المعنية وبين مؤسسات اخرى للنقل الجوي تقوم بالمواصلات على نفس الطريق الجوي او على جزء منه بعد التشاور ان لزم ، وهذا الاتفاق يقع بقدر الامكان حسب اجراءات الجمعية الدولية للنقل الجوي والتعريفات المتفق عليها هكذا تعرض على مصادقة سلطات الطيران التي للطرفين المتعاقدين قبل تاريخ تطبيقها المقرر بشهر على الاقل واذ لم تصادق سلطات الطيران لدى احد الطرفين المتعاقدين على هاته التعريفات فانه يقع اعلام سلطات الطيران لدى الطرف الاخر المتعاقدين به كتابة خلال الخمسة عشر (15) يوما الموالية لتاريخ ابلاغ هاته التعريفات في اجل آخر يقع الاتفاق عليه ،

أ - لا يكون قسماً بأن يكون قسطاً ما ي من الملكية والمراقبة الفعلية التي على هاته المؤسسة أو المؤسسات في يد الطرف الذي عين المؤسسة أو المؤسسات أو في يد اشخاص أو ذوات معنوية تابعين لهذا الطرف الاخير ،

ب - ان هاته المؤسسة او المؤسسات لم تحتل للقوانين والتراتب التي للطرف التعاقد الذي منح هاته الحقوق أو

ت - ان هاته المؤسسة او المؤسسات لم تستغل الخطوط العطف عليها على مقتضى الشروط المفروضة بهذا الاتفاق و ملحقه ،

(2) : لا يمكن ممارسة ذلك الحق الا بعد التشاور مع الطرف الآخر التعاقد الا اذا كان الالغاء أو التوقيف او فرض الشروط المذكورة في الفقرة 1 من هذا الفصل ضروريا حاليا لا جتصاب مخالفات جديدة للقوانين والتراتب ،

الفصل 12 :

(1) : تتفح المؤسسات المعنية بحقوق حسابة لاستغلال الخطوط المصادق عليها بين بلدان الطرفين التعاقدين ،

(2) : تأخذ بعين الاعتبار المؤسسات المعنية أثناء اسفارها المشتركة مصالحها المتبادلة حتى لا يقع اضرار بدون وجه قانوني بمصالح كلا الطرفين ،

الفصل 13 :

(1) : يكون الهدف الاول من الخطوط المصادق عليها في كل من الطرقات المعنية في الطح من هذا الاتفاق استخدام قدر معقول من القدرة الموافقة للحاجيات العادية والمتوقعة بوجه معقول في العواصم الجوية الدولية سواء كانت قادة من تراب الطرف التعاقد الذي عين المؤسسة او المؤسسات المستغلة للخطوط المذكورة او ذاهبة اليها ،

(2) : يمكن للمؤسسة او المؤسسات المعنية من أحد الطرفين التعاقدين القيام في حد القدرة الجبلية المخصوص عليها في البقرة الاولى من هذا الفصل بحاجيات العواصم بين بلدان الدول غير الاطراف الكائنة على الطرقات العطف عليها وبين بلاد الطرف الآخر التعاقد مع مراعاة العواصم المحلية والجوية ،

(3) : كلما دعت زيادة مؤقتة في العواصم على نفس هاته الطرقات قدرة اضافية يمكن استخدام هاته القدرة مع التي هي مذكورة بالفقرة الاولى من هذا الفصل وذلك من طرف مؤسسات النقل الجوي المعنية على شرط موافقة سلطات الطيران للطرفين التعاقدين ،

- (1) : يكون الحق لكل من الطرفين المتعاقدين في تعيين مؤسسة أو عدة مؤسسات للنقل الجوي لاستغلال الخطوط المحقق عليها في الطرقات الجوية وهذا التعيين ينبغي أن تعلم به كتابيا سلطات الطيران مع الطرف المتعاقد الى سلطات الطيران من الطرف الآخر المتعاقد ،
- (2) : يجب على الطرف المتعاقد الذي بلغه الاعلام بالتعيين أن يعطى بدون تأخير للمؤسسة او المؤسسات المعنية من الطرف الآخر المتعاقد رخصة الاستغلال المخصصة وذلك على شرط مراعاة احكام الفقرتين 3 - 4 من هذا الفصل ،
- (3) : يمكن لسلطات الطيران لاحدى الطرفين المتعاقدين ان تطلب من المؤسسة او المؤسسات المعنية من الطرف الآخر المتعاقد ان تثبت بالحجة انها قادرة على القيام بالشروط المحتمة بالقوانين والتراتب المطبقة عادة من السلطات المذكورة على استغلال الخطوط الجوية الدولية وفقا لاحكام الاتفاقية المتعلقة بالطيران المدني الدولي المحررة في مدينة شيكاغو في 7 ديسمبر 1944 ،
- (4) : يكون الحق لكل من الطرفين المتعاقدين في عدم منح رخصة الاستغلال المقررة في الفقرة 2 من هذا الفصل او في فرض شروط تظهر له انها ضرورية فيما يخص ممارسة الحقوق المخصصة بالذكر في الفصل 9 من هذا الاتفاق من طرف المؤسسة او المؤسسات المعنية عندما يكون الطرف المتعاقد المذكور غير مقتنع بأن يكون قسط مادي من الطيكة والمراقبة الفعلية لهاته المؤسسة في يد الطرف الذي عين المؤسسة أو المؤسسات او في يد اشخاص او ذوات معدوية تابعين لهذا الطرف الاخير ،
- (5) : وبمجرد الاتصال برخصة الاستغلال المقررة في الفقرة 2 من هذا الفصل يمكن للمؤسسة او المؤسسات التي عينت ان تشرع في كل وقت في استغلال كل خط محقق عليه بشرط ان تحرر تعريفة وفقا لاحكام الفصل 16 من هذا الاتفاق وان تكون سارية المفعول وذلك فيما يخص هذه العواملات

- (1) : يكون الحق لكل طرف متعاقد في الغاء رخصة الاستغلال او في توقيف ممارسة المؤسسة او المؤسسات التي عينت من الطرف الآخر المتعاقد للحقوق المخصصة بالذكر في الفصل 9 من هذا الاتفاق او جعل ممارسة هاته الحقوق خاضعة للشروط التي يصرى انها ضرورية عندما ،

الفصل 8 :

- (1) : كل خلاف يتعلق بتأويل او تطبيق هذا الاتفاق و ملحقه يقع فصله سواءً باتفاق مباشرين سلط الطيران للطرفين المتعاقدين او بالطريق الديبلوماسي و فسي مدة ماته الاستشارات فان الحالة الراهنة تبقى جارية ،
- (2) : بيد انه يمكن للطرفين المتعاقدين باتفاق مع بعضهما بعضاً أن يرفعا الخلاف الى محكمة تحكيمية ،
- (3) : تتركب ماته المحكمة من ثلاثة اعضاء كل حكومة من احدى الحكومتين تعين حكماً و هذين الحكيمين يتفقان على تعيين شخص تابع لدولة ثالثة يكون هو الرئيس ،
- (4) : وفي ظرف الشهرين من تاريخ غرض احدى حكومتين فصل الخلاف بوجوده تحكيمي ولم يقع تعيين الحكيمين او في خلال الشهر الموالي لم يتفق الحكيمين على تعيين رئيس فان كل طرف متعاقد يمكن له ان يطلب من رئيس منظمة الطيران المدني الدولي اجراء التعيينات اللازمة ،
- (5) : تقرر المحكمة التحكيمية اذا لم تتوصل الخلاف بالمراضاة بأغلبية الاصوات — بقدر ما لم يقع الاتفاق بين الطرفين المتعاقدين على أي شيء يخالف ذلك ينسب نفسه مادي الاجراءات و يعين قسره ،
- (6) : يلتزم الطرفان المتعاقدان بالامتثال للاجراءات الوقتية التي يمكن اقرارها خلال النزاع و كذلك القرار التحكيمي و هذا الاخير يعتبر نهائياً في جميع الحالات ،
- (7) : و اذا لم يمثل احد الطرفين المتعاقدين لقرارات الحكيمين يمكن للطرف الآخر المتعاقد ما دام هذا التقصير موجوداً ان يحدد او يوقف أو ينقض الحقوق و الامتيازات التي كان منحها بموجب هذا الاتفاق للطرف المتعاقد المخل بواجبه و يتحمل كل طرف متعاقد باجر ما قام به من النشاط حكمه و ينصف اجر الرئيس الذي وقع تعيينه ،

المسـوان الثالثـي

=====

الخطوط المصادق عليها

=====

الفصل 9 :

- (1) : يفتح كل طرف متعاقد للطرف الآخر لصالح المؤسسة (أو المؤسسات المعينة الحقوق المخصصة بالذكر في الفقرة 2 و الفقرة 3 من هذا الفصل ،
- (2) : تتمتع المؤسسة او المؤسسات المعينة من كل من الطرفين المتعاقدين في تراب الطوق الآخر بحقوق التحليق و العبور و النزول لاغراض فنية على الارض ،
- (3) : كما تتمتع زيادة على ذلك لاستغلال الخطوط المصادق عليها بحقوق ركوب و انزال المسافرين عند العواصمات الدولية و كذلك حمل البريد و البضائع و تنزيلها ،

يحتفظ كل طرف متعاقد لنفسه الحق في عدم الاعتراف بصحة الجولان فوق ترابه الخاص لشهادات الكفافة والاجازة ، الصلة لرعاياه ، من أطرف التعاقد الاخر ،

الفصل 5 :

(1) : ان القوانين واللائحة لكل طرف متعاقد المتعلقة بدخول وخروج الطائرات في الملاحة الدولية او المتعلقة باستغلال او ملاحه الطائرات المذكورة مدة وجودها في حدود ترابها يقع تطبيقها على طائرات المؤسسة او المؤسسات للطرف الآخر المتعاقد .

(2) : ان المسافرين والنوتية والصدريين للبضائع ينبغي عليهم الا تتأثر سواء شخصيا أو بواسطة الغير العامل باسمهم الى القوانين واللائحة المعمول بها بترايب كل طرف متعاقد في الدخول واقامة وخروج المسافرين والنوتية والبضائع مثل التي يقع تطبيقها في موجبات العطل والهجرة والقمارق والاجراءات العجزة عسسن اللائحة الصحية .

الفصل 6 :

- (1) : كل طرف متعاقد يمكن له ان يطلب في أي وقت استشارة السلط المختصة للطرفين المتعاقدين في تأويل وتطبيق وتنقيحات هذا الاتفاق ،
- (2) : وماته الاستشارة التي يمكن أن تكون في شكل مناقشات او بطريق المراسلة تبدي على اكثر تأخير في الستين (60) يوما ابتداء من تاريخ بلوغ المطلب ،
- (3) : التنقيحات التي تقررت ادخالها على هذا الاتفاق يجري العمل بها بعد المصادقة عليها بتبادل الذكرات بالطريق الدبلوماسي :

الفصل 7 :

كل طرف متعاقد يمكن له في أي وقت يشاء ان يعلم الطرف الآخر المتعاقد برغته في ابطال هذا الاتفاق وهذا الاعلام يقع ابلاغه في آن واحد الى العظمة للطيران الحدي الدولي ، ويجري العمل بابطال الاتفاق بعد مضي عام من تاريخ الاتصال بالاعلام من طرف المتعاقد الا اذا وقع سحب هذا الاعلام باتفاق الطرفين قبل انتهاء ماته الحدة ،

وفي صورة عدم اقرار الطرف المتعاقد ببلوغ هذا الاعلام الذي اتصل به فان الاعلام المذكور يعتبر انه وقع الاتصال به خمسة عشر يوما بعد بلوغه لمركز المنظمة للطيران الحدي الدولي ،

ح) يقصد بعبارة " تعريفات " الأسعار الذي ينبغي دفعه لنقل المسافرين والبضائع وشروط تطبيق هاته الأسعار بما في ذلك الأسعار وشروط الوكالة ومصالح أخرى فرعية لكن خارج عنها اجرة البريد وشروط نقله ،

الفصل 3 :

(1) ان الطائرات المستعملة في العواصم الدولية من طرف المؤسسة او المؤسسات للنقل الجوي المعينة من الطرف التعاقد وكذلك تجهيزاتها العاديّة و مخازن الوقود و مواد التشحيم و مونة الطائرة (داخل في ذلك المسواد الغذائية و المشروبات و التبغ) تعفى عدد دخولها ، بترايب الطرف الآخر التعاقد من جميع معالم القمق و صاريب التفقد و غير ذلك من المعالم او الاداءات المشابهة لها بشرط أن هاته التجهيزات و التوينات تبقى بالطائرة الى اعادة تصديرها

(2) كما تعفى ايضا من هاته المعالم او الاداءات باستثناء المعالم او الاداءات التي تشكل خدمات وقع القيام بها :

أ - المسؤن التي بالطائرة من كل مصدر اخذت من ترايب طرف تعاقد في الحدود المعينة من سلطات الطرف التعاقد و الواقع شحنها بالطائرات التي تقوم بالعواصم الدولية للطرف الاخر التعاقد ،

ب - قطع الخيار المستوردة لترايب احد الطرفين التعاقدين للقيام بشؤون او اصلاح الطائرات المستعملة في الملاحة الدولية للمؤسسة او المؤسسات النقل الجوي المعينة للطرف الاخر التعاقد

ت - الوقود و مواد التشحيم المعدة لتوين الطائرات المستخدمة في العواصم الدولية المعينة للطرف الاخر التعاقد و لو ان هاته التوينات معدة للاستعمال في جزء المسافة التي اجريت فوق ترايب الطرف التعاقد المشحونة به ،

(3) التجهيزات الاعيادية للطائرة و كذلك المعدات الموجودة بطائرات احد الطرفين التعاقدين لا يمكن انزالها بترايب الطرف الاخر التعاقد الا بموافقة السلط القمرقية لهذا التراب و في هاته الحالة يمكن وضعها تحت رقابة السلط المذكورة الى ان يقع اعادة تصديرها او تكون موضوع تصريح للقمق ،

الفصل 4 : شهادات الملاحة و شهادات الكفاءة و الرخص المسلمة او المصححة من احد الطرفين التعاقدين و لا زالت معمول بها تكون معتبرة من الطرف الآخر التعاقد و ذلك للاستغلال الطرقات الجوية المخصصة بالملحق لهذا الاتفاق ،

حكومة المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى و ايرلندا الشمالية من جهة

و حكومة الجمهورية التونسية من جهة اخرى

ورغبة منهما في تسهيل تدعية النقل الجوي بين المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى و ايرلندا الشمالية و البلاد التونسية و التماسدي في اوسع قدر ممكن للتعاون الدولي في هذا الميدان ،

ورغبة منهما في تطبيق مبادي " و احكام اتفاقية الطيران المدني الدولي الموقعة بشيكاغو في 7 ديسمبر 1944 على هذا النقل ، فقد اتفقا على ما يلي :

العنوان الاول

=====

عمومات

=====

الفصل 1 : يفتح الطرفان المتعاقدان لبعضهما بعضا الحقوق المعينة بهذا الاتفاق و ذلك قصد تأسيس علاقات جوية مدنية دولية موضحة بالتحقق لهذا الاتفاق ،

الفصل 2 : في ما يتعلق بتطبيق هذا الاتفاق و ملحقه ،

(ا) يقصد بعبارة " الاتفاقية " الاتفاقية المتعلقة بالطيران المدني الدولي الموقعة بشيكاغو في 7 ديسمبر 1944 و كل ملحق و تنقيح صادق عليهما طبقا لاحكام الاتفاقية المذكورة ،

(ب) يقصد بكلمة " التراب " (اقليم) المعني العيين بالفصل 2 من الاتفاقية ،

(ت) يقصد بعبارة " سلطات الطيران " في ما يخص المملكة المتحدة و وزارة التجارة و الصناعة و في ما يخص البلاد التونسية وزارة الاقتصاد الوطني ا و في كلتا الحالتين كل شخص ا و هيئة يعهد اليها مستقبلا باهلية القيام بالوظائف التي تباشرها الهيئات المشارة اليها حاليا ،

(ث) يقصد بعبارة " الخطوط المصادق عليها " الخطوط الجوية المحددة بجدول الطرقات العينة بالتحقق لهذا الاتفاق ،

(ج) يقصد بعبارة " المؤسسة المعينة " كل مؤسسة نقل جوي يعينها كتابة احسد الطرفين المتعاقدين لاستغلال الخطوط المصادق عليها الموضحة بالتحقق لهذا الاتفاق ، الى سلطات الطيران المدني لدى الطرف المتعاقد الاخر وفقا لاحكام الفصل 10 من هذا الاتفاق ،

اتفاق بين المملكة المتحدة لبريطانيا العظمى
وارلندا الشمالية
وبسبب
الجمهورية التونسية بشأن تنظيم النقل
الجوي الدولي

HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

Government Bookshops

49 High Holborn, London WC1V 6HB
13a Castle Street, Edinburgh EH2 3AR
109 St Mary Street, Cardiff CF1 1JW
Brazennose Street, Manchester M60 8AS
50 Fairfax Street, Bristol BS1 3DE
258 Broad Street, Birmingham B1 2HE
80 Chichester Street, Belfast BT1 4JY

*Government publications are also available
through booksellers*